

M. Drysdale: Exemple: augmentation de \$6 en 1957.

L'hon. M. Monteith: Dix dollars en l'espace de 20 ans.

L'hon. M. Pearson: Si la moyenne de l'accroissement de la production canadienne réalisée de 1946 à 1957 s'était maintenue de 1957 à 1962...

L'hon. M. Monteith: «Si».

L'hon. M. Pearson: «Si». La question est bien posée. La moyenne de l'augmentation ne s'est pas maintenue sous un gouvernement tory.

Une voix: On l'avait déjà jetée à l'eau.

L'hon. M. Pearson: Si la production avait continué de croître au même rythme pendant ces années, elle aurait atteint 15 milliards de dollars.

Une voix: Années perdues!

L'hon. M. Pearson: Et, pendant ces années perdues, les recettes provenant de ce montant de 15 milliards de dollars auraient permis d'engager des dépenses supplémentaires sans avoir à toucher aux impôts ni à risquer l'ombre d'un déficit. Voilà qui répond à la question du premier ministre. Cette réponse, les vis-à-vis n'aiment pas l'entendre. A compter de la seconde guerre mondiale et jusqu'en 1957, notre production nationale avait l'habitude de s'accroître au rythme moyen de 4.6 p. 100 par année. Sous le régime actuel—et voici la réponse à la question: pourquoi avons-nous un déficit—

L'hon. M. Walker: Le rapport caché.

L'hon. M. Pearson: Voici la réponse à la question. Sous le régime actuel, l'augmentation a été en moyenne d'un et demi pour cent par année, soit un tiers seulement par rapport à 1957. L'augmentation de la production durant ces années perdues n'a pas été assez forte pour enrichir le moindrement aucun d'entre nous. L'augmentation de la production a été inférieure à l'accroissement de la population, même si le gouvernement a réussi à maintenir la population au minimum, du moins dans le domaine de l'immigration.

Dans un pareil marasme, comment peut-on éviter le chômage? Comment peut-on ne pas connaître une mauvaise administration des affaires de l'État et des déficits élevés? Le premier ministre a dit: «Que supprimeriez-vous?» Ce n'est pas ce qu'on supprimerait, mais ce qu'on ferait marcher qui compte et...

L'hon. M. Starr: Puis-je poser une question à l'honorable député?

L'hon. M. Pickersgill: Asseyez-vous!

[L'hon. M. Pearson.]

L'hon. M. Pearson: Je ferai ce que le premier ministre refuse de faire; je consens bien volontiers à ce que vous me posiez une question.

M. Benidickson: Il refuse depuis des mois.

L'hon. M. Starr: Le chef de l'opposition peut-il expliquer ce qui a causé le même état de choses au sein de l'économie américaine?

L'hon. M. Pickersgill: C'est ça, blâmez les Américains.

L'hon. M. Starr: Je pose une question.

L'hon. M. Pearson: Ceux qui siègent de l'autre côté de la Chambre ont toujours tendance, une tendance indéracinable, chaque fois que quelque chose va mal, à en tenir les Américains responsables et à comparer l'état de choses chez nous à celui des États-Unis.

Une voix: Répondez à la question.

L'hon. M. Pearson: Quand le ministre du Travail participera au présent débat, il pourra répondre à sa propre question en m'expliquant pourquoi le gouvernement américain vise à avoir un budget équilibré cette année. Si les États-Unis peuvent équilibrer leur budget, comment se fait-il que nous ayons un déficit de 750 millions de dollars chez nous...

M. Benidickson: Et c'est un minimum.

L'hon. M. Pearson: ...surtout, et je signale ces paroles à mon honorable ami, quand les États-Unis dépensent beaucoup plus que nous en matière de défense, autant que nous en matière de sécurité sociale et que, d'après mes honorables amis—même s'ils se trompent—il y a plus de chômage aux États-Unis qu'au Canada.

M. Jones: Le taux de croissance est beaucoup moins élevé qu'au Canada.

L'hon. M. Pearson: Ce n'est pas exact, mais c'est l'argument qu'ils invoquent. Mon honorable ami le ministre du Travail voudra sans doute expliquer au comité—tous ces éléments étant à l'œuvre aux États-Unis, ces énormes dépenses au titre de la défense, ces énormes dépenses au titre de la sécurité sociale, ce haut niveau de chômage dont ils parlent—comment il se fait que les États-Unis ne soient pas forcés d'avoir recours à ces déficits énormes que nous avons ici?

M. Benidickson: Le ministre du Travail aime s'appuyer sur Washington.

L'hon. M. Starr: Si le chef de l'opposition voulait bien répondre à ma question, je me ferais un plaisir de répondre à la sienne.

L'hon. M. Pearson: Je crois avoir répondu à la question de mon honorable ami de façon beaucoup plus satisfaisante qu'il pourra répondre à la mienne. (*Exclamations de l'hon.*